



Groupe
TAPURA
HUIRAATIRA



Question orale

(Séance du jeudi 24 avril 2025)



Adressée à Monsieur Moetai BROTHERSON,
Président de la Polynésie française, en charge du tourisme, des transports aériens internationaux, de l'égalité des territoires, de l'aménagement, du foncier, des affaires internationales, de l'économie numérique et des conséquences des essais nucléaires

Objet : Revalorisation du point d'indice de la fonction publique du Pays

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Représentants,
'Ia ora na i tō tātou fāreireira'a i teie mahana 'āpī,

Après plusieurs mois de tergiversations, vous avez enfin annoncé une revalorisation du point d'indice pour les agents de la fonction publique. Une hausse de 20 francs CFP – soit 1,89 % – que vous présentez comme une avancée sociale importante, à quelques jours seulement du 1er mai, journée symbolique dédiée au travail et aux droits des salariés.

Mais derrière l'effet d'annonce, la réalité est bien plus amère. Cette augmentation, jugée insuffisante par l'ensemble des organisations syndicales, ne couvre même pas l'inflation que subissent les ménages polynésiens depuis plusieurs mois. Une inflation largement alimentée par votre immobilisme économique. Et surtout, cette décision ne répond en rien à l'engagement fort que vous aviez pris en campagne : faire baisser le coût de la vie. Non seulement le coût de la vie n'a pas baissé, mais il a continué à grimper, laissant les familles polynésiennes toujours plus en difficulté.

Il est vrai, Monsieur le Président, qu'une augmentation de 20 francs du point indiciaire pour vos collaborateurs de cabinet et ministériels payés à l'indice 1000 de la fonction publique, c'est une augmentation confortable de 20 000 francs par mois. Mais pour une femme de service ou un agent de maintenance payé à l'indice 180, c'est une augmentation misérable de 3 600 francs par mois !

Vous aviez déclaré, face à la presse, à la sortie d'une de vos dernières rencontres avec les organisations syndicales : "*On ne peut pas porter le fardeau de tout ce qui n'a pas été fait pendant 20 ans*", sous-entendant qu'aucune revalorisation indiciaire n'avait été opérée au cours des 20 dernières années. C'est non seulement faux, mais c'est surtout malhonnête.

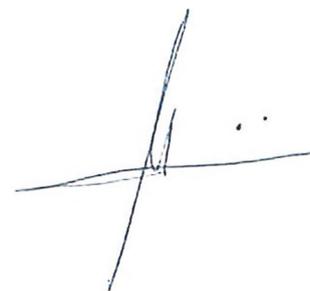
Entre 2004 et 2023, ce sont huit revalorisations successives qui ont été opérées, représentant une hausse cumulée de 110 francs CFP (dont 60 francs sous la gouvernance précédente). Ces revalorisations avaient alors été opérées face à une inflation plus modérée et dans un contexte budgétaire bien plus contraint que celui dont vous bénéficiez aujourd'hui.

Sur les 18,7 milliards de résultat cumulé pour 2024, vous accordez aujourd'hui aux 7700 agents de la fonction publique du pays 781 millions de francs, à peine 5 % du confortable matelas financier sur lequel votre gouvernement se prélasse ; et un tout petit plus que le prêt de 600 millions de francs que vous avez accordé à Air moana à l'occasion de votre tout dernier collectif du budgétaire. Vous avez le sens des priorités, Monsieur le Président !

Alors, Monsieur le Président, vous qui prétendez incarner une nouvelle ère de justice sociale, pouvez-vous sérieusement considérer qu'une augmentation du point d'indice de 20 francs, accordée dans l'urgence et sous pression, est à la hauteur des attentes des agents du Pays et fidèle à vos engagements en faveur du pouvoir d'achat des Polynésiens ?

La représentation politique, les agents de la fonction publique du pays, la population vous écoutent. Nous espérons que cette fois-ci vous répondrez sans regarder dans le rétroviseur et sans pointer du doigt vos prédécesseurs, comme vous le faites depuis 2 ans déjà !

Je vous remercie de votre attention



Tepuaraurii TERIITAHII